



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

SOMMET DE L'AVENIR : DIALOGUE INTERACTIF 1

Thème :

*« Transformer la gouvernance mondiale et accélérer la
la mise en œuvre du Programme de développement durable
à l'horizon 2030 »*

Allocution (version finale)

Prononcée par

Claver Gatete
Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies
et Secrétaire exécutif de la CEA

New York
22 septembre 2024



24-01063 (F)

Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, je voudrais aborder une préoccupation d'urgence, à savoir la nécessité de réformer la gouvernance mondiale pour répondre aux besoins de financement des pays africains dans leur marche vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

La dette publique de l'Afrique représente plus de 60 % de son PIB, ce qui place le continent dans une situation précaire. Alors qu'une stabilisation est prévue pour 2024, les paiements d'intérêts représentent aujourd'hui plus de 10 % des recettes publiques de plus de 20 pays africains, mettant à mal leur capacité à investir dans des projets de développement vitaux.

En outre, le financement multilatéral reste insuffisant. Le système fiscal international actuel permet aux entreprises multinationales de transférer leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, privant ainsi les pays en développement de ressources essentielles. Cette injustice complique les efforts de l'Afrique en matière de financement du développement.

Ainsi que le souligne le Secrétaire général, l'architecture financière mondiale n'a pas répondu aux attentes de l'Afrique. Le continent ne dispose pas des fonds nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable et à la transformation structurelle dont il a besoin. Par conséquent, il est impératif de conclure un nouvel accord mondial, qui révisé le cadre financier afin de mettre en place un système plus juste et plus équitable.

Les pays africains et le monde du Sud plaident pour des réformes dans les trois domaines essentiels suivants :

1. Les règles de **gouvernance des institutions financières internationales** (IFI) ont été fixées avant l'accession à l'indépendance de nombreux pays africains, ce qui a donné lieu à des décisions inadaptées. La représentation des pays en développement au sein des conseils d'administration des IFI doit être revue à la hausse, la transparence renforcée et les formules de calcul des quotes-parts au FMI actualisées. Le renforcement des banques multilatérales de développement régionales est aussi indispensable pour garantir un soutien local.

2. La surreprésentation des pays développés dans la **gouvernance fiscale mondiale** doit être corrigée. Une répartition plus équitable des recettes fiscales des multinationales vers l’Afrique pourrait considérablement stimuler la mobilisation des ressources nationales en Afrique. La récente résolution des Nations Unies visant à mettre en place un cadre inclusif de coopération internationale en matière fiscale est une avancée déterminante, mais sa mise en œuvre passe par des partenariats qui favorisent la stabilité, l’inclusivité et l’équité.

3. L’**architecture mondiale de la dette** doit être réformée et, en particulier, les coûts élevés des emprunts souverains, qui contribuent au surendettement de l’Afrique, doivent faire l’objet d’une attention particulière. Un système d’institutions financières internationales bien géré peut faciliter l’accès aux financements à long terme abordables, nécessaires à la réalisation des ODD et à la mise en œuvre des actions climatiques. Il convient de renforcer le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette ainsi que de réviser le système mondial de notation du risque de crédit, inégalitaire, qui limite l’accès des pays africains aux marchés des capitaux, revu.

En conclusion, il est temps de passer à l’action. En militant pour ces réformes fondamentales, nous pouvons redessiner le paysage financier afin de mieux servir l’Afrique et le monde du Sud. Ensemble, œuvrons pour un avenir plus équitable et plus viable pour toutes et tous.

Je vous remercie.